

**CTL EMPLOI : UNE MOBILISATION RÉUSSIE**

Après le vote contre des seules organisations présentes, **FO** et la CGT, lors de la première convocation le 15 janvier 2015, l'administration était tenue de re-convoquer un deuxième CTL pour valider le plan de suppression d'emplois 2015 pour notre département.

La date fixée pour ce deuxième rendez vous était le 22 janvier à la DDFIP Arago.

Il y avait plus de monde que prévu....

Ainsi, à l'appel des 2 organisations syndicales, les agents du département se sont mobilisés massivement en envahissant la salle Canigou de la Direction.

Plus de 80 participants ont démontré leur détermination pour refuser l'inacceptable à savoir les 14 nouvelles suppressions d'emplois qui vont impacter à nouveau l'ensemble de nos services.

Après une intervention des représentants des OS présentes, chaque agent a pu interpellé le directeur départemental en réclamant simplement des moyens suffisants afin de pouvoir exercer ses missions dans le cadre d'un service public de qualité.

Solennellement notre direction locale a écouté les expériences vécues au quotidien par chacun d'entre eux reflétant une dégradation continue d'exercice de leurs missions.

**UN PROFOND MALAISE**

*Les propos tenus par les personnels se rejoignent et ont parfaitement retranscrit le malaise grandissant dans nos services à tous les niveaux : de l'agent d'accueil découvrant la foule l'attendant 1/2 h avant l'ouverture des bureaux, au cadre délaissant ces missions de conseil pour enregistrer des chèques.*

*Au fil des suppressions d'emploi, les agents en sont réduits à tenter d'expédier les tâches courantes en priorisant sans pouvoir travailler sur le fonds. Il s'ensuit une profonde détérioration de l'accomplissement des missions, et son corollaire, l'érosion des relations professionnelles tant avec les collègues que les partenaires institutionnels et bien sûr le public.*

*Il en résulte une souffrance au travail, et au-delà un sentiment coupable de ne pas arriver à exercer correctement les missions de service Public auquel ils sont très fortement attachés.*

*Il y avait dans les propos une crainte sous jacente d'une disparition inéluctable ou programmée de certaines missions. Des services ?*

**FO DGFIP66** remercie les personnels qui se sont associés à cette manifestation et ont su exprimer avec mesure et gravité leur mécontentement.

La fermeture programmée des horaires d'accueil de l'ensemble des sites du département voulue par notre Direction générale en est le reflet. Sous le prétexte d'améliorer les conditions de travail de ses agents, ces fermetures sont un nouveau pas vers une dégradation profonde du service rendu aux usagers.

Demain nous aurons à nous prononcer sur l'abandon de certaines missions et sur des réformes de structure .

Tous ensemble nous avons montré à notre direction que nous refusons la résignation et nous continueront à dénoncer les suppressions d'emplois arbitraires.

Cette mobilisation n'a pas été vaine puisque notre Directeur Départemental, mécontent, a tenu dans un premier temps à affirmer qu'il désapprouvait notre action. Il a répondu en trois points en :

- désapprouvant l'envahissement par les personnels du CTL
- entendant les personnels sur leur souffrance au travail et leur attachement au service public
- indiquant qu'il ferait parvenir à Bercy un rapport qui reprendrait ces éléments.

Il a terminé en insistant particulièrement sur la conscience professionnelle et le grand sens de service public de chaque agent, et sur sa volonté de maintenir des conditions de travail acceptable dans le respect de risques psycho sociaux maîtrisés.

Si le constat est partagé nous demandons maintenant des actes tant en national qu'au niveau local,

**Pour FO DGFIP le service public est plus que jamais en danger ,**

**FO premier syndicat dans la fonction publique d'état saura se mobiliser**



## REVUE DE PRESSE

La presse avait également fait le déplacement pour ce CTL. L'info était ainsi diffusé le matin même sur le site internet du quotidien régional l'Indépendant.

# L'INDÉPENDANT

## Finances publiques : 15 postes supprimés dans les P.-O.

Le 22 janvier à 09h37 par I. B. | Mis à jour il y a 7 heures



Ce 22 janvier, les salariés des Finances publiques des P.-O. se sont mobilisés contre la suppression de 15 emplois d'ici le mois de septembre 2015. PHOTO/MICHEL CLEMENTZ

Ce jeudi matin se tient au siège des Finances publiques à Perpignan un comité technique local qui doit entériner la suppression de 15 postes d'ici le mois de septembre.

Afin de contester ces non-remplacements de départ en retraite et les restructurations qui vont en découler, une cinquantaine d'employés se sont retrouvés devant le siège à l'appel des syndicats CGT et FO : "En dix ans, nous avons perdu environ 150 emplois. Ainsi, le 1er janvier dernier, le centre des finances publiques de Villefranche-de-Conflent a fermé et les trois employés ont été rapatriés sur Prades".

Les syndicats qui voteront ce matin contre ces suppressions de postes entendent rester très vigilants sur les réorganisations qui vont être mises en place.